



Après la formidable mobilisation du 7 septembre, les conditions sont rassemblées pour changer le rapport de forces, à condition que la gauche reste unie pour défendre le retrait du projet de loi. Depuis le début de la campagne, de la mobilisation contre le projet de loi sur les retraites, en mai dernier, quelque chose a changé. Après le 24 juin, c'est évidemment le succès historique du 7 septembre dernier avec près de 3 millions de manifestants qui modifie la donne. Désormais nous sommes nombreux, très nombreux à penser que c'est possible, que nous pouvons faire reculer le gouvernement et donc lui infliger, enfin, une défaite.

Après le succès du 7, l'intersyndicale a majoritairement décidé d'une nouvelle journée de grève et de manifestations le 23 septembre. Cette date, pour les équipes militantes les plus engagées, a suscité une forte déception car elle ne semblait pas répondre aux exigences de la situation. Mais, au-delà, cette date, permet aujourd'hui de mobiliser plus largement les salariés sur le fond de la réforme et sur la possibilité de gagner par la mobilisation. Nous devons donc tout faire pour que cette nouvelle journée soit encore plus forte que celle du 7 et que la question de la reconduction de la grève soit posée.

Si gagner devient possible, nous devons dire tous ensemble que cette réforme n'est ni négociable ni amendable et qu'il n'y a aucun arrangement possible. La gauche sociale et politique doit réclamer clairement, non pas la réécriture du projet de loi, mais son retrait pur et

simple. Car l'enjeu n'est pas que Sarkozy lâche du lest mais qu'il lâche l'affaire et pour cela, la gauche – toute la gauche – ne doit rien lâcher.

La droite est divisée, fragilisée, empêtrée dans les «affaires » qui n'en finissent plus mais elle reste unie, droite dans ses bottes pour défendre ce projet de loi injuste. Face à cette droite qui défend coûte que coûte sa classe, nous devons montrer une gauche qui s'assume pleinement, qui exige une autre répartition des richesses, qui défend unitairement la retraite à 60 ans, à taux plein, sans allongement de la durée de cotisation. Sur ce dernier point de nombreux désaccords existent dans la gauche, en particulier avec le Parti socialiste qui vient de voter à l'Assemblée nationale, avec la droite, l'allongement de la durée de cotisation à 41, 5 annuités. Ce qui remet évidemment fortement en cause le départ à la retraite à 60 ans pour la majorité des salariés. Dire, comme le PS, qu'on est pour la retraite à 60 ans mais voter l'allongement de la durée de cotisation, revient à faire sauter la retraite à 60 ans et à accepter de baisser encore davantage le montant des pensions. Car si nous faisons le bilan des réformes successives sur les retraites, depuis 1993, on constate que la majorité des salariés n'acquièrent pas le nombre d'annuités nécessaire et que la principale conséquence de toutes ces réformes est la baisse du montant des retraites qui, en près de 20 ans, a baissé de 15 à 20%.

Gagner maintenant, c'est possible

Nous voulons obtenir le retrait de ce projet de loi et c'est maintenant et dans la rue que ça se passe. Maintenant et pas en 2012 comme nous le promettent certains dirigeants du Parti socialiste. Car les promesses électorales n'engagent que ceux qui y croient, et le PS n'est malheureusement jamais revenu sur les contre-réformes des retraites réalisées par la droite avant son arrivée au gouvernement. La bataille contre Sarkozy, pour le retrait, c'est bien maintenant que ça se joue et c'est possible. Prendre sur les profits, répartir le temps de travail pour profiter tous et toutes de nos retraites, ce n'est pas de l'utopie, ce n'est même pas le socialisme, mais il faut l'imposer en inversant le rapport de forces.

Après le 7 septembre, le climat social et politique est favorable. Et si nous voulons infliger une défaite à ce gouvernement, le 23 septembre doit être le début d'un mouvement d'ensemble, une grève générale qui bloque le pays. D'ores et déjà, des appels de structures syndicales, d'intersyndicales locales appellent à la reconduction. Le climat montre que nous pouvons gagner. Nous avons gagné en 1995, nous avons gagné contre le CPE, nous pouvons et devons le gagner aujourd'hui. C'est possible.

Sandra Demarcq

Membre du CPN du Nouveau Parti Anticapitaliste (France)

Pour un soulèvement social et démocratique!

La situation politique bascule. En cette rentrée tous les ingrédients d'une crise majeure s'accumule. Peut-être pour la première fois depuis 2007, le pouvoir est fragilisé et en situation de reculer. Ces différents éléments de crise s'accumulent qui viennent renforcer le camp de la mobilisation et mettre en difficulté le camp réactionnaire.

La crise économique n'est pas finie, les nouvelles arrivant du premier marché mondial, les USA, foyer initiateur de la crise, vont toutes dans le même sens: celui d'un ralentissement économique, marqué par les faillites, les saisies immobilières, la faiblesse de la consommation. Une nouvelle étape de la crise s'annonce qui n'exclut pas une retombée dans la récession.

Là-bas, comme en Europe, la facture de la crise est payée par les travailleurs, la majorité de la population: les revenus populaires reculent, les droits sociaux sont encore plus entamés, le chômage explose. La France n'échappe pas à la règle. D'ailleurs, les coupes claires opérées dans les services publics dont l'Education nationale, les économies à la hache taillées dans le régime des retraites, provoquent une situation de détresse sociale.

C'est bien sur les retraites que se joue l'affrontement majeur. Déterminant pour les rapports de forces à venir. Parce que cette question concerne l'ensemble des salariés, les jeunes, et représente un enjeu de société sur une question décisive: la répartition des richesses. La droite ne s'y est pas trompée faisant de la réforme de Woerth la question clé de la crédibilité en direction des marchés financiers.

Le patronat, lui, voit déjà plus loin, s'attaquant au « marché » de la santé en clair au système collectif de remboursement des soins de l'assurance maladie. On nous avait annoncé un dossier social bouclé d'avance, rendu consensuel par un matraquage médiatique sur l'incontournable fardeau démographique, et voilà que des mobilisations réussies au printemps modifient la donne, bouscule les plans gouvernementaux dont la brutalité même fait que, c'est l'ensemble des directions syndicales qui appellent à l'heure où nous écrivons à manifester et à

faire grève.

C'est bien la capacité de construire un mouvement prolongé, à généraliser la protestation sociale, la grève et les manifestations qui feront plier le gouvernement. De ce point de vue, les initiatives prises autour de l'Appel Copernic-ATTAC ont joué un rôle très positif d'information, de mobilisation, de création de cadres unitaires, de regroupement d'équipes, prêtes à l'épreuve de force. La multiplication de meetings unitaires en cette rentrée est un signe encourageant de la mobilisation. C'est pourquoi nous sommes de toutes les initiatives donnant de la force au mouvement.

Le ministre Woerth porte non seulement la réforme des retraites, mais aussi toutes les contradictions du gouvernement. C'est l'homme de l'affaire Bettencourt, l'homme du bouclier fiscal, le banquier de l'UMP et de la campagne de Sarkozy de 2007; bref un homme-clé dans les relations si particulières entretenues par l'équipe au pouvoir avec les principales fortunes de ce pays. C'est ce qu'éclaire, grâce au travail de départ de l'équipe de Médiapart, l'éclatement de l'affaire Woerth-Bettancourt. Le fait même qu'un tel personnage soit également celui qui est utilisé pour expliquer à la population qu'il faut se serrer la ceinture est en soi une provocation, un signe éclatant de l'arrogance de ce pouvoir. La démission du ministre ne réglera pas tout mais elle est une mesure de salubrité publique. C'est pourquoi nous soutiendrons celles et ceux qui se battent pour que la lumière soit faite, que l'affaire ne soit pas enterrée par une justice aux ordres.

D'autant que, du côté de l'Elysée, on répond à la crise par un nouveau pas vers l'extrême, vers le retour de discours racistes qui rappellent les années 1930. Les expulsions de Roms selon une logique de culpabilité collective, la déchéance de la nationalité, les nouveaux délires sécuritaires et anti-immigrés ouvrent la voie d'une alliance avec le Front National comme Berlusconi l'a installée en Italie. Là encore, c'est la révolte qui doit l'emporter.

Beaucoup, à gauche, sondages en mains, crient victoire pour 2012. Et les appétits présidentiels de s'organiser. Nous ne partageons pas cette vision des choses. Une épreuve de force peut se gagner ou se perdre, les rapports de forces pour 2012 se jouent maintenant. Une condition de la victoire, c'est la capacité de construire sur les trois fronts de rentrée des mobilisations populaires appuyées par une gauche sociale et politique unie et de combat.

Pierre-François Grond

Paru dans la revue du NPA «[Tout est à Nous](#)» n°13, septembre 2010

Après le succès du 23, frapper plus fort encore !

Malgré les tentatives d'enfumage du gouvernement, la journée de grèves et de manifestations du 23 septembre a été un franc succès. 3 millions de manifestants, des défilés dans plus de villes et de localités que le 7, le mouvement est loin de s'essouffler. C'est un signe supplémentaire de la profondeur du mécontentement, de l'ampleur du rejet du projet de loi sur les retraites, du discrédit qui frappe le gouvernement et encore plus particulièrement le ministre Woerth.

La tonalité des manifestations était plus combative encore que le 7 septembre et la question de la reconduction se pose dans de nombreux endroits. Des AG sont prévues notamment dans la Chimie en ce sens. Des opérations de blocage de rocade ont eu lieu ce matin, vendredi 24.

L'intersyndicale nationale vient de se réunir et a décidé d'appeler à une nouvelle journée de manifestations le samedi 2 octobre afin de permettre l'expression conjointe du mouvement gréviste et de la majorité de la population qui soutient le mouvement. Elle appelle également à une nouvelle journée de grèves et de manifs le mardi 12 octobre.

Si pour notre part nous souhaiterions que les appels à la mobilisation soient plus radicaux, en terme d'appel à la reconduction des grève, nous appelons à faire des temps forts de mobilisations à l'appel de l'intersyndicale des réussites qui montrent que le mouvement ne faiblit pas, qu'au contraire il s'enracine et progresse. Mais ces temps forts seront d'autant plus forts que la reconduction de la grève sera devenue une réalité dans un maximum d'endroits où cela s'avère possible, d'autant plus fort que les opérations de blocage s'organiseront partout.

Le gouvernement la joue "droit dans les bottes" mais on a déjà vu des gouvernements adoptant cette attitude contraints à capituler en rase campagne le lendemain. Ce fut le cas en décembre 1995 contre le plan Juppé et en 2006 contre la loi Villepin instaurant un CPE et pourtant votée par le Parlement.

Le dossier des retraites n'est pas clos. Nous pouvons gagner. Les fissures apparaissent à

France: Retrait du projet sur les retraites: c'est maintenant et c'est possible!

Écrit par Sandra Demarcq, Pierre-François Grond

Jeudi, 23 Septembre 2010 08:49 - Mis à jour Samedi, 25 Septembre 2010 15:10

droite car un député, ça cherche d'abord à être réélu et ces gens savent ce qu'il va leur arriver aux prochaines élections si ça continue comme ça. Le mouvement a de la réserve : toutes celles et ceux qui sont contre la politique du gouvernement ne sont pas encore venus battre le pavé. On a vu apparaître des jeunes dans les manifs du 23 et ce phénomène peut et doit s'amplifier.

Contrairement à ce que dit Woerth, la "pédagogie" du gouvernement est moins efficace que celle des opposants au projet de loi. De plus en plus de monde comprend bien que sous couvert de sauver le système par répartition, il s'agit en fait de le tuer, de forcer à cotiser dans des assurances privées ou des fonds de pension. Personne n'a envie de mourir au boulot. L'argent existe pour conserver la retraite à 60 ans sans augmenter le nombre d'annuités voire même en retournant à la situation d'avant 1993, les 37, 5 annuité pour une retraite à taux plein dans le privé comme dans le public. Il suffirait d'y consacrer 3 points du PIB comme le dit Conseil d'orientation des retraites qui n'est pas un organisme infesté de dangereux gauchistes. C'est une question de répartition des richesses : il faut prendre sur les profits pour que nous puissions profiter de nos retraites. Moins d'argent pour les amis de Sarkozy, les Bolloré, les Bouygues, les Bettencourt et leurs collègues du CAC 40, c'est plus d'argent pour nos retraites, la sécu et nos salaires.

Alors on ne lâche rien ! On continue en frappant de plus en plus fort !

Nouveau Parti Anticapitaliste